



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

établi en application du Code de la Commande Publique

**Prestations de sureté, de sécurité incendie, de
sécurité mobile et de télésurveillance pour
l'Université de Strasbourg**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type de contrat.....	5
1.4 - Réalisation de prestations similaires.....	9
1.5 - Développement durable	9
1.6 - Renouvellement	9
2 - Pièces contractuelles	10
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	10
4 - Protection des données à caractère personnel	11
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	11
4.2 - Obligations du titulaire	11
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	11
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	12
4.2.3 - Exercice des droits des personnes	12
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	12
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	13
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	13
4.2.7 - Sort des données	13
4.2.8 - Délégué à la protection des données	13
4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement	13
4.2.10 - Documentation.....	14
4.3 - Obligations de l'acheteur	14
4.4 - Pénalités	14
5 - Durée et délais d'exécution	14
5.1 - Durée du contrat	14
5.2 - Délais d'exécution	14
6 - Prix	17
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	17
6.2 - Modalités de variation des prix	18
7 - Garanties Financières	20
8 - Avance	20
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	20

8.2 - Garanties financières de l'avance.....	21
9 - Modalités de règlement des comptes	21
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	21
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	21
9.3 - Délai global de paiement.....	23
9.4 - Paiement des cotraitants	23
9.5 - Paiement des sous-traitants	23
10 - Conditions d'exécution des prestations	23
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	28
12 - Constatation de l'exécution des prestations	28
12.1 - Vérifications.....	28
12.2 - Décision après vérification.....	29
13 - Garantie des prestations	29
13.1 Garanties légales.....	29
13.2 - Garantie contractuelle	29
14 - Pénalités	30
14.1 - Pénalités pour retard, mauvaise exécution ou non-exécution	30
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	34
14.3 - Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.....	34
15 - Assurances.....	34
16 - Résiliation du contrat.....	35
16.1 - Conditions de résiliation.....	35
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	35
17 - Règlement des litiges et langues	36
18 - Clauses de réexamen	37
18.1 - Evolution des prestations	37
18.2 - Modification de la clause de variation des prix.....	37
18.3 - Clause de réexamen pour circonstances imprévisibles.....	37
18.4 - Modifications financières pour circonstances imprévisibles	38
19 - Clauses complémentaires	39
19.1 - Réparation des dommages	39
19.2 - Grève.....	39
19.3 - Défaillance du fournisseur	39
19.4 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail - Protection de l'environnement	39
19.5 - Changement de dénomination sociale du titulaire	40
19.6 - Changements affectant le titulaire	40

19.7 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat.....	40
19.8 - Clause séparatisme	40
20 – Dérogations.....	41

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

établi en application du Code de la Commande Publique (CCP)

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Les prestations de sureté, de sécurité incendie, de sécurité mobile et de télésurveillance pour l'Université de Strasbourg

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations de sureté, de sécurité incendie, de sécurité mobile et de télésurveillance pour l'ensemble des espaces intérieurs et extérieurs de l'Université de Strasbourg.

Les prestations du présent marché sont divisées en deux parties :

- Les prestations récurrentes sur une partie forfaitaire (DPGF) ;
- Les prestations complémentaires sur une partie à bons de commande (BPU).

L'ensemble des prestations seront exécutées selon une **obligation de résultat**.

Les exigences techniques relatives à l'exécution de ces prestations sont fixées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses documents annexés.

Lieux d'exécution : Les prestations auront lieu sur les différents sites de l'Université de Strasbourg situés principalement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, mais également dans d'autres territoires de la Collectivité Européenne d'Alsace (dont notamment Haguenau, Sélestat et Colmar).

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type de contrat

Il s'agit d'un contrat de forme composite qui inclut :

- **Une partie forfaitaire** (marché ordinaire) pour les prestations récurrentes et régulières de sûreté et de sécurité incendie
- **Une partie à bons de commande** (accord-cadre à bons de commande) pour les prestations complémentaires suivantes :
 - * les prestations planifiées de sureté et de sécurité incendie,
 - * les prestations non planifiées de sureté et de sécurité incendie,

- * Les prestations urgentes de sureté et de sécurité incendie,
- * Les prestations de sécurité mobile,
- * Les prestations de télésurveillance

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande émis par les services et composantes de l'université, au fur et à mesure de leurs besoins.

Les montants maximums pour chacune des périodes de marché sont les suivants :

Période 1	Période 2	Période 3	Total
5 000 000 € HT	3 000 000 € HT	3 000 000 € HT	11 000 000 € HT

1.3.1 – Marché ordinaire pour les prestations forfaitaires

La partie forfaitaire du marché concerne les prestations récurrentes et régulières de sureté et de sécurité incendie.

Le détail des horaires des prestations est précisé par la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, sur une base annuelle.

Chaque DPGF de la partie forfaitaire du marché est associée à un calendrier, qui classifie les besoins récurrents selon la fréquentation du ou des sites. Il existe 4 périodes :

- La période d'activité normale,
- La période de moyenne activité,
- La période d'activité basse,
- La période de fermeture (correspondant à l'absence de besoin récurrent).

En effet, les besoins de l'Université peuvent varier selon la fréquentation des sites. Ce calendrier est précisé dans chaque DPGF. Chaque site / bâtiment concerné par la partie forfaitaire dispose d'une DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire), qui pourra apporter des précisions quant aux prestations à réaliser et/ou leurs fréquences.

À défaut de stipulation particulière dans la DPGF, ce sont les indications du CCTP qui s'appliquent.

A noter, qu'à la date du lancement de la procédure, la partie forfaitaire ne concerne qu'un seul site : le Poste Central de Sécurité de la DALI, intervenant sur le campus de l'Esplanade, le campus Historique et les bâtiments du secteur de la Forêt Noire. Aujourd'hui, ce site n'est pas concerné par les différentes périodes d'activité, il est en activité normale toute l'année.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier la partie forfaitaire du marché par le biais de la clause de réexamen définie à l'article 18.1 du présent CCAP. En effet, en cours d'exécution, il pourra apporter des modifications sur la DPGF du PSC, mais également intégrer ou retirer des sites de la partie forfaitaire et ainsi créer ou supprimer des DPGF.

1.3.2 – Accord-cadre à bons de commande pour les prestations complémentaires

La partie à bons de commande concerne les prestations complémentaires qui sont susceptibles de présenter un caractère régulier ou non. Les prestations concernées sont les suivantes :

- * Les prestations planifiées de sureté et de sécurité incendie,
- * Les prestations non planifiées de sureté et de sécurité incendie,
- * Les prestations urgentes de sureté et de sécurité incendie,
- * Les prestations de sécurité mobile,
- * Les prestations de télésurveillance

Ces prestations peuvent être demandées sur chacun des sites de l'université, qu'il fasse ou non l'objet de prestations forfaitaires de base.

Ces prestations ne font pas partie du prix global et forfaitaire ; elles feront l'objet de bons de commande qui pourront être émis par l'ensemble des services et composantes de l'université au fur et à mesure des besoins. Les prestations complémentaires sont mentionnées sur le bordereau des prix unitaires (BPU). La liste de ces prestations n'est pas exhaustive et pourra évoluer en cours d'exécution du marché. De plus, conformément à la clause de réexamen définie à l'article 18 du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'intégrer certaines prestations complémentaires dans la partie forfaitaire du marché en cours d'exécution.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution (date de début et date de fin) ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- L'adresse de facturation.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses délégataires pourront être honorés par le ou les titulaires.

En toute hypothèse, l'ensemble des prestations complémentaires et forfaitaires s'exécutera sous l'autorité et la responsabilité du titulaire, conformément aux besoins exprimés.

⇒ Précisions sur les prestations planifiées, non planifiées et urgentes de sureté et de sécurité incendie

Les missions attendues au titre des prestations de sureté sont définies à l'article IV du CCTP. Elles ont pour objectif la préservation de la sureté des personnes et des biens sur les sites de l'Université de Strasbourg, dans le respect de la réglementation, y compris la réglementation intérieure.

Les missions attendues au titre des prestations de sécurité incendie sont celles définies par le Règlement de Sécurité des ERP, et notamment aux articles MS 46 et M 29, et celles définies dans l'article 2 du l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité des établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH). Elles sont également définies à l'article V du CCTP.

Pour les prestations planifiées qui n'entrent pas dans la partie forfaitaire en raison de leur irrégularité, l'Université transmet le calendrier définitif des besoins au titulaire dans un **délai de 12 jours ouvrés avant le 1^{er} jour du mois suivant**.

En complément des prestations récurrentes et / ou planifiées, le pouvoir adjudicateur est susceptible de commander au titulaire du marché des prestations non planifiées et / ou urgentes. Celles-ci sont liées à l'organisation d'événements culturels, sportifs, académiques, ou au renforcement des effectifs réguliers durant les périodes d'examen, en cas de maladie et/ou d'absence, de veilles de jours fériés, lors de mouvements sociaux et autres aléas, etc.

Les prestations non planifiées sont commandées par l'Université avec un **délai supérieur ou égal à 7 jours ouvrés avant le début des prestations**.

Les prestations urgentes sont commandées par l'Université avec un **délai inférieur à 7 jours ouvrés avant le début des prestations**.

A noter que le candidat est libre d'optimiser ce délai dans son offre.

Le délai commence à courir à compter de la transmission de la demande au titulaire. Cette demande peut prendre la forme d'un bon de commande, d'un courriel, d'un appel téléphonique.

En raison de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 actuellement en vigueur, et notamment ses articles 7.11 et 7.12, issus de l'article 2 de l'Accord du 1er avril 2021, étendu par l'article 1er de l'Arrêté du 4 février 2022, le titulaire disposera de la possibilité de facturer la vacation de chaque agent pour une durée de 4 heures minimum, dans le seul cadre des prestations non planifiées et des prestations urgentes de sureté et de sécurité incendie.

⇒ Précisions sur les prestations de sécurité mobile (de type rondes)

Les missions attendues au titre des prestations de sécurité mobile sont définies à l'article VI du CCTP.

S'agissant des prestations de sécurité mobile, un échange préalable à la commande aura lieu entre le titulaire et le service de l'Université, afin de définir la durée normale de ronde en fonction du site et des missions à accomplir.

Les bons de commande seront ainsi notifiés après production d'un devis établi par le titulaire sur la base des prix indiqués sur le bordereau des prix unitaires, soit :

- Un prix pour les prestations de sécurité mobile planifiées ;
- Un prix pour les prestations de sécurité mobile urgentes.

A noter que les prestations de sécurité mobile planifiées sont celles devant être effectuées avec un préavis supérieur à 24 heures franches à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Les prestations de sécurité mobile urgentes sont celles devant être effectuées avec un préavis inférieur à 24 heures franches à compter de la commande du pouvoir adjudicateur.

Le délai de 24 heures commence à courir à compter de la première demande, qui peut prendre la forme d'un bon de commande, d'un courriel, mais également d'un appel téléphonique.

⇒ Précisions sur les prestations de télésurveillance

Les missions attendues au titre des prestations de télésurveillance sont définies à l'article VII du CCTP.

1.4 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau contrat pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.5 – Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent également des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Les démarches environnementales sur lesquelles s'engage le titulaire sont indiquées dans son cadre de réponse technique à la rubrique VI.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Les démarches sociales sur lesquelles s'engage le titulaire sont indiquées dans son mémoire technique à la rubrique VII.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement la pénalité prévue à l'article 14.1 du CCAP.

1.6 – Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Sous réserve de la reconduction du contrat, le renouvellement sera mis en œuvre dans trois (3) ans et 7 mois.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 2 annexes ;
 - Annexe 1 : Personnels concernés par la reprise des contrats de travail ;
 - Annexe 2 : Besoins réguliers et variables ;
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
6. L'offre technique et financière du titulaire dudit lot comprenant :
 - La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
 - Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
 - Le Cadre de réponse Technique (CRT) ;

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les locaux de l'université font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire du marché ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévu à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et son personnel sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Les supports (fichiers ou documents) transmis ou mis à disposition du prestataire dans le cadre de la prestation sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas être utilisés pour un autre usage que celui de la réalisation des prestations ni être transmis à des tiers et devront être restitués à l'administration à sa demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à consulter préalablement l'administration par écrit avant toute utilisation commerciale de la signature du contrat et de toutes les pièces et éléments d'information prévus au contrat.

Les prestations sont susceptibles d'être soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 – Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat, à savoir :

- Nom et prénom de l'agent concerné par le traitement ;
- Ses coordonnées professionnelles (adresse postale professionnelle, courriel et numéro de téléphone).

4.2 – Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union Européenne ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 – Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de

réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le titulaire fournira la liste des prestataires auxquels il fait appel en précisant le pays du siège social de chacun, ainsi que le pays d'hébergement des solutions techniques (serveurs, applications, etc.). Il indiquera également si des clauses de sous-traitance conformes à l'article 28 du RGPD ont été signées avec ces prestataires.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@unistra.fr.

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à cert-osiris@unistra.fr et dpo@unistra.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 – Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

L'acheteur a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@unistra.fr

4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

4.4 - Pénalités

En cas de méconnaissance de la réglementation, les pénalités prévues à l'article 14.3 du présent CCAP s'appliquent.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 – Durée du contrat

Sous réserve d'une notification en temps utile, le marché est conclu pour une **période initiale d'un (1) an et sept (7) mois ferme, qui s'étend du 1^{er} février 2024 au 31 août 2025.**

Il est ensuite reconductible deux fois par périodes successives d'un (1) an, soit :

- Du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026
- Du 1^{er} septembre 2026 au 31 août 2027

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

5.2 – Délais d'exécution

Le marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

5.2.1 – Délais d'exécution généraux

⇒ **Délais d'intervention de l'agent face à un risque / sinistre / incident / accident / anomalie**

Les interventions relatives à la prévention et à la protection des risques d'incendie, de sécurité des biens et des personnes, et de gestion des événements indésirables ainsi que les interventions relatives au non-respect des consignes de sûreté, à la prévention et à la protection des risques d'intrusion, d'agression, et de non-respect de la réglementation et de la législation applicable devront être réalisées sans délai par l'agent à compter du moment où il a connaissance du risque.

En cas de retard d'intervention ou de non-intervention, des pénalités pour retard pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

⇒ **Délais dans le cadre des prestations de sécurité incendie**

En cas de sinistre, incident, accident ou anomalie, le titulaire s'engage à en informer sans délai le responsable du site et devra intervenir conformément aux indications de l'article V. du CCTP.

En cas de retard d'intervention ou de non-intervention, des pénalités pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

⇒ **Délais de remplacement d'un agent absent**

Lorsqu'un agent est en retard, absent ou se trouve dans l'impossibilité d'effectuer la prestation demandée, le titulaire devra prévenir sans délai le pouvoir adjudicateur et remplacer dans les plus brefs délais l'agent absent par un agent de compétence équivalente. Le remplacement devra être effectif dans les 2 heures maximum suivant l'heure de prise de poste initialement prévue.

En cas de retard ou d'absence, des pénalités pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

5.2.2 – Délais d'exécution relatifs à la partie forfaitaire du marché

Les prestations forfaitaires s'exécutent conformément aux mentions particulières de la DPGF, laquelle définit les heures de début et de fin des prestations.

A noter que les prestations forfaitaires peuvent ne pas être lissées sur l'année. En effet, conformément à l'article III.3.1 du CCTP, la fréquentation des sites de l'Université est déclinée en 4 catégories :

- Les périodes « d'activité normale »
- Les périodes « de moyenne activité »
- Les périodes « de basse activité »
- Les périodes « de fermeture »

Ces catégories permettent de classer les besoins récurrents des sites selon la fréquentation. Néanmoins, à la date du lancement de la présente procédure, la partie forfaitaire ne concerne qu'un seul site : le Poste de Sécurité Central (PSC), qui n'est pas concerné par cette différenciation de catégorie. En effet, le PSC est en « activité normale » toute l'année.

En cas de retard d'exécution des prestations forfaitaires, des pénalités pour retard pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

5.2.3 – Délais d'exécution relatifs à la partie à bons de commande du marché :

Les délais d'exécution des prestations complémentaires sont fixés à chaque bon de commande, conformément aux stipulations des pièces du marché.

Conformément aux articles 13.1.2 et 13.2.1 du CCAG-FCS, le délai d'exécution des prestations commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande et s'achève à la date d'achèvement des prestations.

⇒ **Délais relatifs aux prestations planifiées, non planifiées et urgentes de sureté et de sécurité incendie**

L'université s'engage à transmettre le planning définitif des prestations planifiées au titulaire avant le 1^{er} de chaque mois, avec un délai minimal de 12 jours ouvrés.

Après la transmission de ce planning par le pouvoir adjudicateur, le titulaire devra communiquer à chaque service acheteur le planning précis des prestations les concernant avant le 1^{er} du mois.

Les prestations sont considérées comme non planifiées lorsque l'Université commande au titulaire ces prestations avec un délai supérieur à 7 jours ouvrés avant le début d'exécution des prestations. Les prestations sont considérées comme urgentes, dès lors qu'elles sont commandées avec un délai inférieur à 7 jours ouvrés avant le début d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à déployer, à tout moment, au moins 10 agents formés et qualifiés, avec un délai d'intervention maximal de 2 heures franches à compter de la demande effectuée par le pouvoir adjudicateur.

En cas de retard dans le déploiement des agents ou de non-déploiement, des pénalités pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

⇒ **Délais relatifs aux prestations de sécurité mobile**

Les prestations de sécurité mobile sont considérées comme non planifiées lorsque l'Université commande au titulaire ces prestations avec un délai supérieur à 24 heures franches avant le début d'exécution des prestations.

Les prestations sont considérées comme urgentes, dès lors qu'elles sont commandées avec un délai inférieur à 24 heures franches avant le début d'exécution des prestations.

⇒ **Délais relatifs aux prestations de télésurveillance**

En cas de déclenchement des alarmes, le titulaire devra immédiatement contacter l'ensemble de la chaîne d'escalade et faire partir une équipe d'intervention sur site, si nécessaire, dans les délais suivants :

- Alarme anti-intrusion : 30min à compter du déclenchement des alarmes ;
- Alarme incendie : 15min à compter du déclenchement des alarmes ;
- Alarme technique : 30min à compter du déclenchement des alarmes ;

- Alarme PTI : 15min à compter du déclenchement des alarmes.

En cas de retard d'intervention, des pénalités pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

De plus, lorsque les services et composantes de l'Université soupçonnent ou constatent un dysfonctionnement des systèmes d'alarme, ils en informent le titulaire du marché par mail ou par téléphone. Le titulaire aura ensuite un délai de un jour ouvré pour assister le pouvoir adjudicateur dans le diagnostic et le rétablissement de la liaison.

En cas de retard dans le dépannage des alarmes, des pénalités pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

Par ailleurs, le titulaire dispose d'une période qui s'étend de la notification du présent marché jusqu'à la date de commencement d'exécution des prestations pour reparamétrer l'ensemble des matériels sur les différents sites de l'Université de Strasbourg vers sa station de surveillance, afin que les systèmes de télésurveillance soient opérationnels à la date de début d'exécution.

En cas de retard dans ce reparamétrage, des pénalités pour retard pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

5.2.3 – Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

6.1.1 – Caractéristiques des prix applicables à la partie forfaitaire du marché

Les prestations récurrentes et régulières relatives à la partie forfaitaire du marché sont réglées par application d'un prix global forfaitaire annuel selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le récapitulatif des DPGF mentionne ce prix global et forfaitaire annuel, ainsi que les prix globaux forfaitaires mensuels pour chacun des mois de l'année, en euros HT et TTC. Ils se décomposent conformément aux indications de la/des DPGF, lesquelles affichent les prix forfaitaires mensuels applicables au site correspondant.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, le prix global forfaitaire annuel est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais de personnel, de déplacement et les frais afférents aux matériels et produits utilisés (notamment les vêtements des agents, les moyens de communication, d'éclairage et de signalement dans le cadre des prestations de sécurité incendie) ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prestations de sureté et de sécurité incendie relatives à la partie forfaitaire du marché sont payables mensuellement, à terme échu, conformément aux prix mensuels indiqués chacune des DPGF.

6.1.2 – Caractéristiques des prix applicables à la partie « accord-cadre à bons de commande »

Les prestations complémentaires de sureté, de sécurité incendie, de sécurité mobile et de télésurveillance sont réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et du Bordereau des Prix Unitaires.

Les prix unitaires sont mentionnés en euros HT au bordereau des prix unitaires du marché et sont appliqués aux quantités réellement exécutées et acceptées.

Dès lors que la prestation n'atteint pas une heure complète, le taux horaire sera divisé par 4, afin d'obtenir un prix pour le quart d'heure. Chaque quart d'heure entamé sera dû au titulaire.

Conformément à la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 actuellement en vigueur, et notamment ses articles 7.11 et 7.12, issus de l'article 2 de l'Accord du 1er avril 2021, étendu par l'article 1er de l'Arrêté du 4 février 2022, **le titulaire disposera de la possibilité de facturer la vacation de chaque agent pour une durée de 4 heures minimum, dans le seul cadre des prestations non planifiées et des prestations urgentes de sureté et de sécurité incendie**

S'agissant des prestations de télésurveillance, celles-ci seront facturées selon 2 modèles :

- **Un abonnement mensuel pour le raccordement d'une centrale d'alarme vers le centre de télésurveillance du titulaire, comprenant les prestations de surveillance à distance et de déclenchement d'alerte (via appel téléphonique notamment)**
- **Un prix unitaire d'intervention, facturé en cas de déplacement, dans l'hypothèse où une intervention est engagée conformément aux consignes de déclenchement.** Ces interventions sont facturées conformément aux prix renseignés au bordereau des prix unitaires, et selon le nombre d'intervention réellement effectué.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix unitaires sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais de personnel et les frais afférents aux matériels et produits utilisés (notamment les vêtements des agents, les moyens de communication, d'éclairage et de signalement dans le cadre des prestations de sécurité incendie) ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.2 – Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception de l'offre ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont invariables durant la première année du marché. Ils sont ensuite révisibles annuellement, au 1er février de chaque année.

Les prix seront révisibles par application de la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_o * ((0,7 * I_n / I_o) + (0,3 * D_n / D_o))$$

Dans laquelle :

- **P_n** = prix nouveau
- **P_o** = prix original du mois M0
- **I_n** = dernière valeur publiée de l'indice INSEE
- **I_o** = indice INSEE à la date limite de retour des offres (mois zéro)
- **D_n** = dernière valeur publiée de l'indice DARES (Ministère du Travail)
- **D_o** = indice DARES (Ministère du Travail) à la date limite de retour des offres (mois zéro)

Choix des indices et index de référence

· **I** : Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée consultable sur le site de l'INSEE, sous le lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546340>

- **D** : L'indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés, données trimestrielles, base 100 en juin 2017, France hors Mayotte, salariés des établissements d'entreprises de 10 salariés ou plus – Série 80 : Enquêtes et sécurité, consultable sur le site de la DARES, sous le lien suivant : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-indices-de-salaire-de-base>

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Par contre, le prix révisé est arrondi au centième d'euros le plus proche.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice publiée la date à laquelle le titulaire transmet ses prix révisés. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

La révision est applicable au 1^{er} février. Aussi, la première révision ne pourra pas intervenir avant le 1^{er} février 2025.

Les prix ainsi révisés restent invariables pendant la nouvelle année d'exécution.

Pour les prestations objet de bons de commande, les tarifs applicables sont ceux connus par l'administration à la date du bon de commande. De ce fait et par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS, le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

Les révisions de prix font l'objet d'une validation préalable du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le titulaire du marché s'engage à faire parvenir ses prix révisés (l'ensemble des DPGF et leur récapitulatif ainsi que le BPU révisés) par courrier électronique au département des achats et marchés de l'université (dam@unistra.fr).

La transmission s'effectue sous la forme de fichiers de type Excel avec un préavis minimum de 2 mois avant la date prévue pour l'application de la révision (soit au plus tard le 1^{er} décembre qui précède la nouvelle année d'exécution).

La seule transmission des prix révisés à l'administration n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix du marché ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par l'université. Sous réserve du respect des modalités de révision de prix, les nouveaux prix entreront en vigueur au 1^{er} janvier de la nouvelle période annuelle du marché.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG – FCS.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

8.1.1 – Avance relative à la partie forfaitaire du marché

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.1.2 – Avance relative à la partie à bons de commande

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 – Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 – Présentation des demandes de paiement

La facturation intervient :

- Mensuellement, à terme échu, pour les prestations forfaitaires ;
- A l'issue des opérations de vérification pour les prestations relevant de la partie à bons de commande.

Les fournisseurs émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs ont l'obligation d'utiliser la facturation électronique.

Une solution technique mutualisée, dénommée « Chorus Portail Pro 2017 » (CPP), permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mise à disposition des fournisseurs gratuitement. Ce portail électronique mutualisé est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le numéro SIRET de l'université (130 005 457 00010) est nécessaire, ainsi que le numéro d'engagement financier SIFAC ou le numéro du bon de commande transmis au titulaire du contrat par le/les service(s) ou composante(s) concerné(s).

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° Pour la partie forfaitaire, la **facture sera établie par DPGF** et indiquera le **numéro du bâtiment** mentionné sur la DPGF concernée ;
- 8° Pour la partie à bons de commande, la dénomination précise des prestations exécutées, les quantités ainsi que les prix unitaires hors taxes correspondants ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de

facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement établies conformément au présent contrat.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

En matière de facturation électronique et par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-FCS, chaque cotraitant admis au paiement direct est autorisé à transmettre sur Chorus Pro sa demande de paiement, laquelle doit faire l'objet d'une validation du mandataire du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les conditions et modalités d'exécution des prestations sont définies dans le CCTP.

Obligation de résultat :

Le présent marché est un contrat à obligation de résultat. Le titulaire est ainsi tenu d'atteindre le résultat défini dans le CCTP, s'agissant de la présence effective des agents, de l'accomplissement des missions définies aux articles IV à VII du CCTP et / ou selon les consignes données par les responsables de l'Université.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

A noter, que quelque soit la prestation commandée et les horaires prévisionnels, les agents ne pourront quitter les lieux de la prestation que sur libération expresse du pouvoir adjudicateur. Cette libération devra émaner d'un responsable Unistra ayant autorité et compétence à déclarer la fin de la prestation. Tout départ de personnel non annoncé ou non autorisé sera considéré comme un abandon de poste par les personnels du titulaire. Or, en cas d'abandon de poste, des pénalités pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

Organisation relative aux demandes de prestations :

Le titulaire affecte un service planificateur à la gestion des demandes de prestations du pouvoir adjudicateur. Un **numéro d'astreinte** devra être joignable 24/7 (soit 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, tous les jours de l'année) via un numéro de téléphone d'indicatif français (+33) et **non-surtaxé** (prix d'un appel local ou gratuit). Cette astreinte sera également compétente pour connaître les demandes effectuées par téléphones et/ou par courriers électroniques.

En cas d'indisponibilité pendant 30 minutes à compter du premier appel infructueux, des pénalités pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

Prestations de télésurveillance :

Le centre de télésurveillance devra être joignable 24/7 (soit 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, tous les jours de l'année) via un numéro de téléphone d'indicatif français (+33) et **non-surtaxé** (prix d'un appel local ou gratuit).

En cas d'indisponibilité pendant 30 minutes à compter du premier appel infructueux, des pénalités pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

L'Université fournira tous les équipements liés aux alarmes installées, de même, lors que les appareils de type PTI/DATI nécessitent une connexion sans fil, l'Université de Strasbourg fournira la puce télécommunication.

Prestations de sureté :

Conformément à l'article IV.1 du CCTP, le titulaire devra détenir toutes les autorisations nécessaires pour l'exercice d'activités de sécurité privée, dont notamment l'agrément délivré par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS).

Prestations de télésurveillance :

Le titulaire devra détenir tout agrément et toute autorisation nécessaire pour l'exercice d'activités de centre télésurveillance.

La station de télésurveillance du titulaire devra, au minimum, être conforme au règlement de certification APSAD R31 (et son annexe APSAD P3) ou équivalent.

Statistiques :

Le titulaire devra être en capacité de produire les statistiques de ses prestations : Celles-ci concerneront toutes les prestations et interventions effectuées par le titulaire pour le compte de l'Université de Strasbourg

Ces statistiques seront transmises sous forme de tableau de type Excel et devront permettre de connaître avec facilité et précision les informations suivantes au minimum : la nature des prestations, la date, le nombre d'agents mobilisés, les qualifications des agents, la durée de vacation, les prix pratiqués. Ces statistiques seront remises au pouvoir adjudicateur sur simple demande, et dans un délai maximum de 15 jours calendaires suite à la demande.

En cas de manquement, des pénalités pourront être appliquées au titulaire en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

Port de la tenue réglementaire

Le titulaire devra mettre à disposition de son personnel affecté à l'Unistra, des tenues de service adaptées. Ces tenues devront être strictement conformes aux réglementations en vigueur. Ces tenues devront être propres, correctes et **obligatoirement et intégralement portées** durant la totalité de la durée des prestations.

En cas de manquement sur le port de la tenue adéquate, des pénalités pourront être appliquées au titulaire en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

Reprise du personnel :

Le titulaire, rentrant dans le champ d'application de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire dans les conditions prévues par les textes de référence. Le titulaire dispose de 30 jours calendaires pour transmettre l'ensemble des informations relatives à l'application de cette obligation, et notamment, la liste du personnel, les grades et catégories d'emploi, le nombre d'heures travaillées pour l'exécution du contrat ainsi que le coût chargé annuel.

A noter que l'université n'a pas la maîtrise de ces informations, qui seront communiquées au nouveau prestataire, toute contestation concernant leur contenu relèvera de la responsabilité du titulaire sortant.

Formation et compétences des personnels du titulaire :

Le titulaire est tenu de former son personnel, conformément à l'article VIII.7 du CCTP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer des contrôles aléatoires, en cas de défaillance, des pénalités pourront être appliquées au titulaire en application de l'article 14.1 du présent CCAP.

Adresses d'exécution :

L'exécution des prestations aura lieu sur les différents sites de l'Université de Strasbourg.

La partie forfaitaire du marché concerne les sites mentionnés sur les DPGF.

La partie à bons de commande concerne l'ensemble des composantes et services de l'université indiqués sur le site internet de l'Unistra <http://www.unistra.fr/index.php?id=16781>.

Documents à remettre par le titulaire :

Pour la bonne exécution des prestations, le titulaire doit fournir, dans les délais et la périodicité mentionnés, les documents ci-dessous :

Désignation du document	Destinataires	Délais et périodicité
<u>Attestation de vigilance URSAAF</u>	Département des achats et marchés (dam@unistra.fr)	-Lors de la notification du marché, -Puis, tous les 6 mois
<u>Liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail</u> prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail et affectés à la réalisation des prestations objet du marché	Département des achats et marchés	-Lors de la notification du marché, -Puis, tous les 6 mois
<u>Attestation d'assurance</u>	Département des achats et marchés	-à renouveler annuellement
<u>Agrément et certification</u> Autorisations nécessaires pour l'exercice d'activités de sécurité privée, dont notamment l'agrément délivré par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS).	Département des achats et marchés	-Lors du renouvellement de l'agrément
<u>Certification APSAD R31</u>	-Département des achats et marchés	-à chaque renouvellement de l'agrément
<u>Organigramme</u> relatif à l'organisation mise en place (opérationnelle, d'encadrement et de contrôle)	- Département des achats et marchés	- en cours de marché, dès modification
Plan de prévention - global	- Département des achats et marchés - Service de prévention sécurité environnement (spse@unistra.fr)	- avant le début d'exécution
- par site d'intervention	- Responsable administratif du site d'exécution - Service de prévention sécurité environnement - Département des achats et marchés	- avant la fin du 1 ^{er} mois d'exécution
Planning des prestations	- Responsable administratif du site d'exécution	- avant le 1 ^{er} de chaque mois pour les prestations récurrentes et planifiées - avant le début d'exécution pour les autres prestations

Plan d'amélioration continue suite aux réunions de suivi	<ul style="list-style-type: none"> - Département des achats et marchés - Responsable administratif du site d'exécution 	- dans les 5 jours ouvrés suivant la réunion de suivi
Demandes de paiement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ pour la partie forfaitaire : - Direction des Finances 	- mensuellement, à terme échu
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ pour la partie à bons de commande : Agence comptable - Bureau Facturier 	- à l'issue des opérations de vérification
Statistiques	<ul style="list-style-type: none"> - Département des achats et marchés 	- remises à chaque réunion de suivi et/ou dans un délai de 15 jours calendaires à compter du jour de la demande
Liste des personnels concernés par la reprise du contrat de travail	<ul style="list-style-type: none"> - Département des achats et marchés 	- dans les 30 jours calendaires à compter du jour de la demande
Rapports de ronde et mains courantes	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable administratif du site d'exécution 	- à tenir à jour lors de l'exécution des prestations
Planning d'astreinte du personnel d'encadrement	<ul style="list-style-type: none"> - Département des achats et marchés - Responsable administratif du site d'exécution 	- au 1 ^{er} de chaque mois
Liste nominative des personnels (et leur qualification) affectés par bâtiment avec le nom du responsable d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Département des achats et marchés - Responsable administratif du site d'exécution 	<ul style="list-style-type: none"> - à la notification du marché - dans un délai de 3 jours ouvrés à compter du jour de la demande

En cas de retard dans la transmission de ces documents dans le cadre du marché, des pénalités pour retard pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

Participation aux réunions de suivi :

La participation du titulaire aux réunions de suivi des prestations dans le cadre du présent marché est obligatoire. Conformément à l'article IX.6 du CCTP, une ou plusieurs réunions de lancement du marché seront organisées avant le démarrage des prestations entre le Département des achats et marchés de l'Université (DAM), les principaux services concernés de l'Université et le titulaire du marché.

Des réunions de suivi pourront avoir lieu de manière mensuelles. Ces réunions mensuelles permettront d'identifier les actions nécessaires afin d'améliorer la qualité des prestations.

En cas d'absence du titulaire à une réunion de suivi, des pénalités pour absence pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Le cas échéant, les matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur en vue de l'exécution du contrat sont remis sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-FCS, le stockage des matériels dans les locaux de l'université mis à la disposition du titulaire sur les différents sites et bâtiments relève de la responsabilité du titulaire. De plus, ces locaux devront être tenus propres et ne subir aucune dégradation.

11 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 – Vérifications

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont identiques pour les prestations relevant de la partie forfaitaire et de la partie à bons de commande. Elles sont effectuées conformément aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, ces opérations de vérification seront effectuées hors présence du titulaire.

Elles pourront être effectuées par le Département Achat et Marchés, par le responsable administratif du site d'exécution, son représentant sur le bâtiment, ou le pôle d'agents internes chargé du contrôle des prestations. Les personnes précédemment listées pourront constater par elles-mêmes les manquements, mais pourront également recueillir les remontées d'information par leurs équipes ou les usagers.

⇒ Les opérations de vérification simple

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS. Le pouvoir adjudicateur vérifiera notamment :

- La présence des agents,
- La réalisation des missions demandées, conformément aux clauses du CCTP, du bon de commande ou des instructions données par le service demandeur,
- Le remplissage des mains courantes et du registre de sûreté.

⇒ Les opérations de vérification approfondies

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées conformément à l'article 28 du CCAG-FCS.

Elles sont effectuées lors des contrôles aléatoires, définis à l'article IX.8 du CCTP. Ces vérifications pourront porter sur :

- Les formations dispensées aux agents,

- Leur maîtrise des compétences générales et réglementaires,
- Leur connaissance des consignes spécifiques de l'Université de Strasbourg,
- Leur aptitude à utiliser les matériels nécessaires,
- Le respect de l'ensemble des réglementations et du code de déontologie lors de l'exécution des prestations,
- La tenue des agents, conformément aux indications du CCTP

Ces contrôles pourront également avoir lieu grâce aux contrôles de ronde électroniques mentionnés à l'article X.1 du CCTP.

Les manquements constatés seront notifiés au titulaire par écrit, soit via une adresse mail mise en place par le titulaire, soit via tout autre moyen technique de suivi de gestion des non-conformités. La notification des manquements au titulaire vaut invitation à présenter ses observations au sens de l'article 30 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Conformément aux articles 28.2 et 30.1 du CCAG, l'admission prend effet en l'absence de décision dans un délai de 15 jours à compter du dernier jour d'exécution de la prestation.

13 - Garantie des prestations

13.1 Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles 1641 et suivants du Code civil (vices cachés), 1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L.421-1, L.421-3 et L.421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent contrat.

13.2 - Garantie contractuelle

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie technique au sens dudit article.

14 – Pénalités

Les pénalités ci-après sont cumulables et par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'en est jamais exonéré, quel qu'en soit leur montant total pour l'ensemble du marché.

Toutefois, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, **le montant total des pénalités est plafonné, pour chaque période d'exécution, à 20 % TTC du montant total des dépenses de la période (parties forfaitaire et à bons de commande confondues).**

Les pénalités seront notifiées au titulaire au fur et à mesure de la constatation des dysfonctionnements, néanmoins elles ne lui seront facturées qu'à l'issue de chaque période, permettant ainsi la vérification du plafond susmentionné.

A noter que la Direction des Finances sera seule compétente pour appliquer les pénalités au titulaire.

14.1 - Pénalités pour retard, mauvaise exécution ou non-exécution

14.1.1 Pénalité pour dysfonctionnement de l'astreinte téléphonique

Objet de la pénalité	Délai maximum ou date limite	Montant de la pénalité P
Pénalité pour dysfonctionnement de l'astreinte téléphonique	Applicable à partir de 30 minutes d'indisponibilité	100 € HT pour chaque période de 30 minutes d'indisponibilité

14.1.2 Pénalité pour dysfonctionnement du centre de télésurveillance

Objet de la pénalité		Délai maximum ou date limite	Montant de la pénalité P
Pénalité pour défaut de reparamétrage des alarmes vers le centre de télésurveillance du titulaire		Date du début d'exécution du marché	500 € HT par jour ouvré de retard
Pénalité pour indisponibilité du centre de télésurveillance		Applicable après 30 minutes d'indisponibilité	100 € HT pour chaque période de 30 minutes d'indisponibilité
Pénalité pour non-respect des délais d'intervention en cas de déclenchement des alarmes	Alarme anti-intrusion	Applicable après 30 minutes de retard	250 € HT pour chaque période de 30 minutes de retard
	Alarme incendie	Applicable après 15 minutes de retard	250 € HT pour chaque période de 15 minutes de retard
	Alarme technique	Applicable après 30 minutes de retard	250 € HT pour chaque période de 30 minutes de retard

	Alarme PTI	Applicable après 15 minutes de retard	500 € HT pour chaque période de 15 minutes de retard
Pénalité pour non-respect du délai de dépannage des alarmes		1 jour ouvré à compter de la transmission de l'information par le pouvoir adjudicateur	100 HT par jour de retard

14.1.3 Pénalité pour retard / absence / défaut d'exécution

Objet de la pénalité	Délai maximum ou date limite	Montant de la pénalité P
Pénalité pour retard d'exécution (retard de l'agent dans sa prise de poste, toutes prestations confondues, y compris les prestations urgentes)	Délais indiqués sur le bon de commande ou sur la DPGF	50 € HT pour un retard jusqu'à 30 min inclus 100 € HT pour un retard supérieur à 30 min et jusqu'à 1 h inclus 150 € HT pour un retard supérieur à 1 h et jusqu'à 2 h inclus 200 € HT pour un retard supérieur à 2 h et jusqu'à 3 h inclus 300 € HT pour un retard supérieur à 3 h
Pénalité pour absence d'exécution (l'agent ne se présente pas à la mission)	Non remplacement d'un agent absent ou non remplacement effectif au bout de 4 heures	500 € HT, cumulable avec la pénalité de 300 € HT prévue pour le retard supérieur à 3 heures
Pénalité pour abandon de poste (l'agent quitte la mission de manière prématurée, ou sans libération expresse par le pouvoir adjudicateur)	Durée de la mission jusqu'à la libération expresse par le pouvoir adjudicateur	500 € HT par manquement et par agent
Pénalité pour retard dans la transmission des documents à remettre	Délais indiqués à l'article 10 du présent CCAP	500 € par jour ouvré de retard pour la liste des personnels concernés par la reprise du contrat de travail
		100 € par jour ouvré de retard pour les autres documents
Pénalité pour absence aux réunions de suivi	Occurrence des réunions prévues à l'article IX.6 du CCTP	200 € par absence non justifiée

Ces pénalités sont applicables par manquement constaté et par agent.

Objet de la pénalité	Précisions	Montant de la pénalité P
Pénalité pour refus d'exécuter d'une mission ou pour mauvaise exécution d'une mission	Les personnels refusent de se conformer aux missions prévues par les textes réglementaires, par le CCTP ou par les consignes données	100 € par manquement constaté et par agent
Pénalité pour défaut de port de tenue réglementaire	Si un ou plusieurs éléments de la tenue réglementaire sont manquants	50 € par manquement constaté et par agent
Pénalité pour mauvaise exécution des ouvertures et fermetures	Pour mauvaise ouverture des accès	50 € par manquement constaté
	Pour mauvaise fermeture des accès	100 € par manquement constaté
	Pour mauvaise désactivation des alarmes	50 € par manquement constaté
	Pour mauvaise fermeture du bâtiment / de l'espace extérieur avec la présence d'une ou de plusieurs personnes à l'intérieur	500 € par manquement constaté
Pénalité pour perte de matériel mis à disposition par l'Université non signalée	Pour la perte non signalée d'un badge personnel	100 € forfaitaire
	Pour la perte non signalée d'un passe partiel	1 000 € forfaitaire
	Pour la perte non signalée d'un passe général	2 000 € forfaitaire
Pénalité pour la perte de matériel mis à disposition par l'Universités	Perte susceptible de causer un dérangement important de l'organisation des services (changement de plan de clés, changements des serrures, etc)	3 000 € forfaitaire, en plus du remboursement intégral des frais occasionnés (cette pénalité ne sera pas applicable aux pertes de matériel de faible impact tel que les badges personnel)
Pénalité pour absence ou mauvais remplissage des mains courantes et des rapports	A remplir lors de chaque prestation	100 € par manquement constaté
Pénalité pour non-respect des clauses sociales et environnementales	Non-respect du candidat aux engagements de son offre	500 € par manquement constaté

Pénalité pour défaut d'agrément ou de formation	Absence de carte professionnelle ou autre autorisation réglementaire	1 000 € HT par manquement constaté et par agent
	Absence de formation réglementaire ou obligatoire (SSIAP, SST, etc)	1 000 € HT par manquement constaté et par agent
	Absence de recyclage réglementaire ou obligatoire (SSIAP, SST, etc)	500 € HT par manquement constaté et par agent
	Méconnaissances des consignes du site	100 € HT par manquement constaté et par agent
	Non-maîtrise des matériels (radios, logiciel de ronde, etc)	100 € HT par manquement constaté et par agent
Pénalité pour violation du code de déontologie (défini à l'article VIII.3 du CCTP)		500 € par manquement constaté et par agent
Pénalité pour manquement au professionnalisme (défini à l'article VIII.3 du CCTP)		100 € par manquement constaté et par agent
Pénalité pour violation du secret professionnel ou manquement à la discrétion professionnelle		1 000 € par manquement constaté et par agent
Pénalité pour sous-traitance non déclarée		500 € par manquement constaté

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Sauf concernant les pénalités suivantes, qui sont applicables soit à partir de la quinzième ou de la trentième minutes :

- Pénalité pour dysfonctionnement de l'astreinte téléphonique
- Pénalité pour non-respect des délais d'intervention en cas de déclenchement des alarmes
- Pénalité de retard d'exécution des prestations

Toutes les pénalités listées ci-dessus ne portent pas préjudice à l'application de sanctions non pécuniaires à l'encontre du titulaire.

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer **des pénalités de retard**, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations (notamment les raisons du retard) dans un délai de 15 jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 – Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €, par manquement constaté. A noter que les parties devront coopérer pour parvenir à une remise en conformité, en accord avec le responsable du traitement. Si le manquement perdure, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du contrat.

Le titulaire devra donc fournir les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'attestation d'assurance doit notamment préciser :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- la date d'expiration des garanties prévues au contrat ;
- le numéro des polices ;
- les plafonds de garantie.

La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

De plus, conformément aux dispositions prévues par l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire :

- soit en cas d'inexécution de la prestation, qui par nature, ne peut souffrir d'aucun retard ;
- soit en cas de résiliation du contrat pour faute du titulaire.

Toutefois, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne percevra aucune indemnité forfaitaire au titre du paragraphe 1 dudit article.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les parties tentent de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat.

Le cas échéant, les parties conviennent de saisir l'organe chargé des procédures de médiation désigné ci-après, avant toute procédure judiciaire, sauf conservatoire.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr . Tél. : +33 388212323. Fax : +33 388364466.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, Préfecture de Meurthe-Et-Moselle 1 rue du Préfet Claude Erignac, 54038 Nancy Cedex.

Tél. : +33 383342565. Fax : +33 383342224.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr . Tél. : +33 388212323. Fax : +33 388364466.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Par exception toutefois et sous réserve qu'ils n'existent pas en langue française, les fiches techniques du matériel demandées pourront être fournies en anglais, et ce conformément aux dispositions du Cadre de Réponse Technique.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

18 - Clauses de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, les modifications suivantes pourront être apportées au marché en cours d'exécution.

18.1 – Evolution des prestations

Les prestations objet du marché sont susceptibles d'évoluer pendant la durée du contrat.

En effet, le nombre de sites concernés par la partie forfaitaire, les périodes d'activités définies par DPGF sont susceptibles d'évoluer, à la hausse ou à la baisse en cours de contrat.

Par ailleurs, des prestations non prévues initialement pourront être intégrées au marché, à la demande de l'administration.

Dans tous les cas et conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, les modifications et évolutions apportées ne peuvent changer la nature globale du marché.

Un avenant au marché sera ainsi établi.

Le titulaire est toutefois tenu par les prix du marché. Ainsi, tout avenant financier à la hausse sera conclu sur la base du prix moyen contractuel et ne pourra pas engendrer une hausse significative du prix à l'heure applicable pour la prestation concernée.

Dans tous les cas, le titulaire devra, à la demande de l'université, apporter les preuves objectives des prix qu'il propose en communiquant ses motifs économiques, en comparaison notamment de prestations identiques, similaires ou équivalentes, réalisées pour d'autres clients et/ou par d'autres prestataires.

18.2 – Modification de la clause de variation des prix

En cas de disparition, en cours de contrat, d'un indice ou index composant la formule de révision des prix mentionnée à l'article 6.2 du présent CCAP, la série arrêtée sera remplacée par la nouvelle série préconisée par l'INSEE et/ou la DARES et selon les modalités de raccordement qui y sont définies.

A défaut de série de remplacement, la formule de révision sera redéfinie d'un commun accord avec l'université et ne pourra entraîner un bouleversement majeur de l'économie du marché.

Un avenant au marché sera ainsi établi.

18.3 – Clause de réexamen pour circonstances imprévisibles

En complément des articles 24 et 25 du CCAG-FCS, les dispositions suivantes s'appliquent : en cas de circonstances imprévisibles (guerre, épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure ...), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- de suspendre et/ou annuler tout ou partie des prestations objet du marché
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché
- d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés à la crise sanitaire.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...) mais aussi dès lors que des mesures sont mises en oeuvre par l'université en vue de limiter voire de prévenir la propagation de la situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

Sauf dispositions réglementaires et législatives spécifiques, les stipulations suivantes s'appliquent :

En cas d'annulation d'un bon de commande voire de résiliation du marché du fait de la situation exceptionnelle, le titulaire ne pourra prétendre qu'à la seule indemnisation des dépenses qu'il aura dû spécifiquement engager en vue de l'exécution des prestations annulées. Le cas échéant, le titulaire devra apporter la preuve de la dépense et en justifier le montant.

18.4 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

La transmission de cette demande s'effectue par le titulaire au pouvoir adjudicateur par courrier électronique, au Département des Achats et des Marchés de l'Université (dam@unistra.fr).

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

Dans l'avenant conclu sur le fondement du présent article, le pouvoir adjudicateur sera libre de déterminer ou non, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire détermineraient le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excédait le montant des pertes, le titulaire serait alors redevable de la différence. Le montant correspondant serait alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement

19 - Clauses complémentaires

19.1 – Réparation des dommages

Conformément à l'article 8 du CCAG-FCS, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Ainsi, tous frais engendrés par le non-respect des conditions d'exécution ou pour réparation des dommages liés à l'exécution des prestations seront imputés au titulaire.

En cas de dommages provoqués par l'utilisation de produits, méthodes ou matériels inadaptés, la remise en état des installations ou des équipements endommagés est à la charge du titulaire, y compris le remplacement des sols si nécessaire. De même, en cas de perte/vol de clés ou de badges confiés au titulaire, les frais engendrés (renouvellement des clés/badges, remplacement –si nécessaire– des serrures et clés correspondantes) seront imputés au titulaire. En outre, en cas de non-respect des horaires de travail générant le déclenchement d'une alarme ou d'un blocage, les frais d'intervention seront à la charge du titulaire.

Toute utilisation frauduleuse, par le titulaire ou son personnel, d'équipements ou de matériels de l'université (postes téléphoniques, télécopieurs, photocopieurs, papier et autres consommables de bureaux...) sera imputé au titulaire.

19.2 - Grève

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève du personnel œuvrant du titulaire, ce dernier est tenu d'assurer obligatoirement le service minimal quotidien défini à l'article 8.10 du CCTP. A noter que ce service minimal ne pourra excéder une durée de sept (7) jours calendaires.

En cas de grève d'une durée supérieure, le titulaire sera réputé défaillant et l'administration se réserve la possibilité de faire application de l'article 19.3 ci-dessous.

19.3 - Défaillance du fournisseur

Conformément aux dispositions de l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

19.4 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail - Protection de l'environnement

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution de contrat et pendant toute sa durée.

19.5 – Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'administration contractante par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

19.6 – Changements affectant le titulaire

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

19.7 – Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer le Département des Achats et des Marchés de l'université (dam@unistra.fr) dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

19.8 – Clause séparatisme

L'article 1er de la loi du 24 août 2021 impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public **le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**, que cette exécution soit confiée directement par la loi, le règlement ou par l'attribution d'un contrat de la commande publique.

Le titulaire du présent contrat, pour autant qu'il lui confie l'exécution d'un service public, **doit s'assurer de l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public**.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure **du respect de ces mêmes obligations** (par exemple un sous-traitant ou un sous-concessionnaire).

Le respect de ces principes sera contrôlé par tout agent et/ou usager qui signalera à l'acheteur les manquements constatés.

Le cas échéant, une mise en demeure sera adressée au titulaire qui devra prendre toutes mesures adaptées (avertissement, remplacement du personnel...) pour faire cesser les manquements constatés sans délai.

Par dérogation au 41.1 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute du titulaire pourra être envisagée si le manquement venait à persister.

20 – Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge aux articles 14.1.3 et 14.1.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.4 du CCAP déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.8 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services